

Michel II n'a pas la cote. Quelle coalition sans la N-VA ?

Au jeu des coalitions possibles, la Belgique est championne du monde, où deux complexités se superposent : la première est liée au mode de scrutin proportionnel (qui produit des alliances multiples), la seconde est due à notre système institutionnel, qui divise le pays en trois Régions (Flandre, Wallonie, Bruxelles) et trois Communautés (néerlandophone, francophone, germanophone). Dans ces conditions, bonne chance aux pronostiqueurs.

Pour autant, il n'est pas interdit de jouer.

Sur la base des projections en sièges obtenues dans notre dernier sondage Ipsos, et toujours pour ce qui concerne la composition du prochain gouvernement fédéral, on peut identifier trois grands scénarios possibles.

Ajoutons ceci : pour simplifier, nous ne prenons pas en compte ici la constitution des gouvernements régionaux et communautaires, les possibles symétries et asymétries d'avec la majorité fédérale.

1. La suédoise bis, les mêmes avec le CDH

Nous l'avons souligné déjà : à en croire Ipsos, la suédoise (MR-N-VA-CD&V-VLD) n'a plus la majorité. Elle détient « seulement » 70 sièges sur 150 à la Chambre (c'est 13 de moins que

la configuration actuelle). Il en manque 6 (pour en obtenir 76 sur 150). Le CDH et ses 5 sièges peuvent aider. Cela reste insuffisant (75 sur 150). Mais on s'approche. Un an nous sépare les élections générales du 26 mai 2019, les rapports de force peuvent évoluer entre-temps. La suédoise bis n'est pas hors de portée.

Avec une certaine cohérence, notre sondage du jour indique en outre qu'une majorité de citoyens-électeurs ne veulent pas d'un Michel II. Dont acte. Mais ce n'est pas rédhibitoire : avec le mode de scrutin proportionnel, les électeurs choisissent un parti, pas la coalition de leur rêve, laquelle est le fruit de tractations post-électorales. Donc, la suédoise bis est vraisemblable, elle garantirait une sorte de continuité-stabilité dans la mise en œuvre d'une politique ancrée à droite.

2. La tripartite arc-en-ciel ou la traditionnelle

L'on se trouve ici dans le cas de figure suivant : affaiblie, la N-VA n'est pas, ou plus, indispensable, et elle est « contournée ». Ou elle ne veut pas renouveler l'aventure fédérale, trop coûteuse pour un nationaliste qui se respecte... Quid dans cette hypothèse ?

Il fut un temps pas si lointain

où deux familles politiques (donc quatre partis) pouvaient envisager de réunir une majorité fédérale : en 2004, Guy Verhofstadt prenait les commandes d'une « violette » associant libéraux et socialistes du nord et du sud.

La nouvelle donne électorale requiert davantage d'acteurs pour compter au moins 76 sièges à la Chambre.

D'où les tripartites.

Sur la base de notre sondage Ipsos, c'est... l'arc-en-ciel qui arrive en tête. Si l'on additionne les familles libérale (MR+VLD), socialiste (PS+SP.A) et écologiste (Ecolo+Groen), l'on obtient 75 sièges. Il en manque un. A un an des élections, l'hypothèse d'un gouvernement laïque-progressiste est possible. Pensez à Défi et ses 5 sièges, en réserve de la république, qui pourrait compléter le tableau si nécessaire.

La tripartite traditionnelle, quant à elle, qui rassemblerait les familles libérale, socialiste et chrétienne-démocrate (CD&V + CDH) comme c'était le cas dans

la législature précédente et le gouvernement Di Rupo, est créditée de 74 sièges par Ipsos. Là aussi, on est près du but. Là encore, Défi pourrait compléter l'équipe.

Tripartites, suite et fin : l'on peut imaginer une alliance entre libéraux, chrétiens-démocrates et écologistes (Groen + Ecolo), donc excluant la famille socia-

liste, mais bleus, oranges et verts ne réunissent que 65 sièges d'après notre sondage. Il en manque 11, c'est beaucoup.

Même chose pour l'Olivier : l'alliance entre les familles socialiste, chrétienne-démocrate et écologiste (excluant les libéraux) est forte de 67 sièges selon les projections Ipsos. On est loin du but, du moins à ce stade.

3. Le scénario confédéral

La N-VA fléchit dans le sondage Ipsos, mais nous verrons dans les urnes.

Imaginons : la formation d'aujourd'hui de Bart De Wever reste aussi puissante qu'elle l'est aujourd'hui, voire se renforce et, de cette façon, se révèle incontournable au fédéral ; dans le même temps, l'électorat francophone plébiscite les partis de gauche, ou progressistes si l'on préfère. Dans ce cas viendrait l'heure d'une nouvelle – la der des der ? – grande réforme de l'Etat. A caractère confédéral. Car il faudrait prendre acte de l'antagonisme. Chacun sa route.

En ce sens, les élections donneraient lieu probablement à une vaste et longue négociation associant un maximum de formations politiques flamandes et francophones, de toutes tendances. ■

DAVID COPPI
BERNARD DEMONTY

16 RUE DE LA LOI

Bart De Wever « ne ferait pas un bon Premier ministre »

Et si Bart De Wever arrivait au Seize ? Pour une majorité de sondés, c'est une mauvaise idée. Selon notre Grand Baromètre, 66 % des

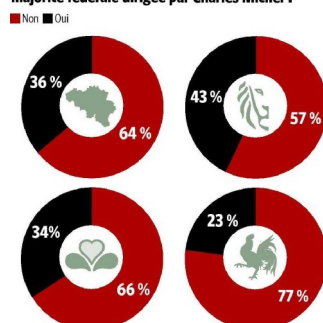
sondés estiment qu'il ne ferait pas un bon Premier ministre. C'est clair pour les Wallons (80 % de rejet), pour les Bruxellois (78 %), mais aussi, quoique dans une proportion nettement moindre, pour les Flamands (58 %).

Cette question est devenue un rien plus réaliste depuis que Bart De Wever lui-même a évoqué cette possibilité, le 4 mai, à la VRT. « Je ne peux rien exclure. Si nous sommes confrontés à une montée de la gauche en Wal-

lonie, nous devons mener le basculement vers le confédéralisme. S'il est nécessaire que je prenne le leadership pour cela, on peut sans problème me retirer temporairement de l'hôtel de ville pour ce faire. » Manifestement, tout le monde n'est pas de cet avis.

B.DY

Si les résultats des élections de 2019 le permettent, souhaitez-vous la reconduction de l'actuelle majorité fédérale dirigée par Charles Michel ?



Pensez-vous que Bart De Wever ferait un bon Premier ministre ?

